

Procès-verbal

(Mis à jour le 20 septembre 2023)

279^e réunion du Comité de direction

15 et 16 septembre 2023

Hôtel Delta Ottawa City Centre

Sont présents :

Membres du Comité de direction :

Peter McInnis, président (ST.FXAUT), président d'assemblée
Yalla Sangaré, trésorier (APPBUSA)
Robin Whitaker, vice-présidente (MUNFA)
Brenda Austin-Smith, présidente sortante (UMFA)
Shirley Chau, représentante ordinaire (Général) (UBCFA)
Claudia Steinke, représentante ordinaire (Général) (ULFA) – via Zoom
Chantale Jeanrie, représentante ordinaire (Québec) (SPUL)
David Newhouse, représentant ordinaire (Autochtone) (TUFA)
Patrick Noël, représentant ordinaire (Francophone) (APPUSB)
Marvin Claybourn, coprésident, Comité de l'équité (FAUST)
Kate Cushon, présidente, Comité des bibliothécaires et des archivistes (URFA)
Susan Spronk, coprésidente, Comité de l'équité (APUO)
Larry Savage, président, Comité de la négociation collective et de l'organisation (BUFA)
Michael Arfken, président, Comité de la liberté académique et
de la permanence de l'emploi (UPEIFA)
Nick Papatheodorakos, président, Comité du personnel académique contractuel (CUPFA)
David Robinson, directeur général

Personnel de l'ACPPU :

Tony Cantin, directeur des finances, ressources humaines et opérations
Sarah Godwin, directrice des services des relations de travail et avocate principale
Justine De Jaegher, directrice des actions politiques et des communications
Margaret McGovern-Poté, chef des services exécutifs

Remarques préliminaires et reconnaissance du territoire

Le président souhaite la bienvenue aux membres présents à la 279^e réunion du Comité de direction de l'ACPPU. Il fait observer que la présente réunion se tient sur le territoire traditionnel et non cédé du peuple algonquin Anishinaabeg.

01. Adoption de l'ordre du jour

SANGARÉ/CUSHON : QUE l'ordre du jour soit adopté en l'état.

ADOPTÉE

02. Approbation des procès-verbaux du Comité de direction

A. Réunion des 15, 16 et 17 juin 2023

Une erreur s'est glissée dans la liste des présences. Michael Arfken, président du Comité de la liberté académique et de la permanence de l'emploi, était présent, alors que Sarah Godwin, directrice des services des relations de travail et avocate principale, ne l'était pas.

SAVAGE/CUSHON : QUE le procès-verbal de la réunion du Comité de direction tenue les 15, 16 et 17 juin 2023 soit approuvé avec les modifications.

ADOPTÉE

03. Suivi des réunions précédentes

A. Revue de la liste des mesures à prendre

La liste des mesures à prendre est passée en revue.

04. Rapport du président

Le président rend compte des activités auxquelles il a pris part depuis la réunion du Comité de direction tenue en juin. Il a assisté aux réunions des comités les 18 et 19 août à Ottawa. Il a pris part à un rassemblement en soutien à Hassan Diab le 27 juillet à Ottawa. Il a également participé à une séance conjointe de planification et d'orientation du personnel et du Comité de direction, avec d'autres membres de l'exécutif, et souligné que ce fut une bonne occasion de rencontrer le personnel et d'échanger avec lui.

Il indique que l'ACPPU a fourni une rétroaction sur l'impact des conditions liées à la sécurité de la recherche et d'un projet de registre pour la transparence en matière d'influence étrangère (RTMIE) sur la communauté de la recherche. L'ACPPU a rencontré en juillet des représentants et représentantes du Service canadien du renseignement de sécurité (SCRS) pour répondre aux préoccupations soulevées par la présence du SCRS sur les campus des collèges et des universités.

05. Rapport du directeur général

A. Liberté académique

1) Sujets de préoccupation

a) Université de Waterloo

Le directeur général rend compte de la récente agression d'un membre

du corps enseignant et d'étudiants à l'Université de Waterloo. Ce violent incident soulève d'importantes questions sur la sécurité dans les salles de classe et la menace qui pèse sur la liberté académique. Certains établissements ont déjà réagi en retirant les informations relatives aux cours des sites web publics.

Le directeur général se reporte aux lignes directrices mises en place à l'Université de l'Iowa, indiquant qu'il pourrait s'agir d'un modèle intéressant pour les établissements.

Sont inclus dans le dossier de réunion : (1) The stabbing attack at the University of Waterloo underscores the dangers of polarizing rhetoric about gender, par Shana MacDonald, professeure agrégée d'art de la communication, Université de Waterloo, et Alysia Kolentsis, professeure agrégée de langue et de littérature anglaises, Université de Waterloo, The Conversation, 30 juin 2023; (2) We cannot barricade ourselves within the ivory tower, par Alana Cattapan, Affaires universitaires, 5 juillet 2023.

b) Conditions liées à la sécurité de la recherche

Le directeur général fait état des exigences en matière de sécurité de la recherche qui ont été mises en place par le gouvernement fédéral. Des lignes directrices révisées sont attendues pour la fin du mois de septembre. Elles interdiront tout financement fédéral de la recherche dans des « domaines sensibles » et en partenariat avec des établissements étrangers spécifiques liés à des services militaires ou de sécurité d'États hostiles.

Sont inclus dans le dossier de réunion : (1) Déclaration des ministres Champagne, Duclos et Mendicino sur la protection de la recherche canadienne, Gouvernement du Canada, Innovation, Sciences et Développement économique Canada, 14 février 2023; (2) The security crackdown by Canadian Government is hampering research collaboration in China, par Lori Valigra, Science/Business, 29 juin 2023; (3) Pall of Suspicion, The National Institutes of Health's "China initiative" has unended hundreds of lives and destroyed scores of academic careers, par Jeffrey Mervis, Science-Features, 27 mars 2023.

2. Dossiers

a) Université Laval (Provost)

Le directeur général fait état du cas du professeur Provost de l'Université Laval. Ce dernier a écopé d'une quatrième suspension pour avoir accordé des interviews aux médias lors d'une suspension précédente. Le Syndicat des professeurs et professeures de l'Université Laval (SPUL) a déposé un grief au sujet de cette affaire. Le SPUL présentera une demande d'aide financière par l'intermédiaire du Fonds de la liberté académique afin de couvrir les coûts de l'affaire.

Est inclus dans le dossier de réunion : Liberté universitaire : l'Université Laval et le malaise Patrick Provost, par David Rémillard, Radio-Canada, 6 juin 2023.

b) Collège de technologie forestière des Maritimes (Cumberland)

Le directeur général fait état d'une décision arbitrale, Cumberland c.

Collège de technologie forestière des Maritimes, 2023 NBKB 65, concernant le licenciement d'un professeur du Collège de technologie forestière des Maritimes.

c) Université Queen's

Le directeur général fait état d'une enquête menée à l'Université Queen's à la suite de plaintes d'étudiants et d'étudiantes concernant le comportement d'un professeur lors d'un cours facultatif sur les insultes.

d) Université du Nouveau-Brunswick

Le directeur général fait état d'un cas à l'Université du Nouveau-Brunswick concernant une professeure de recherche qui prétendait que les administrateurs principaux de l'université avaient dénigré et sapé ses travaux de recherche critiques à l'égard de l'industrie nucléaire. Le directeur général indique qu'une demande d'accès à l'information avait abouti à un document en grande partie expurgé et qu'un appel avait été rejeté.

e) Université St. Mary's

Le directeur général fait état d'un cas à l'Université St. Mary's concernant une prétendue conférence annulée à l'université.

f) Université Trent

Le directeur général fait état d'un cas à l'Université Trent concernant un doctorant qui a reçu un avis de délai de diffusion (embargo) pour sa thèse de doctorat.

g) Université Thompson Rivers

Le directeur général fait part de ses préoccupations concernant les limitations des protections en matière d'indemnisation et de responsabilité du personnel académique en Colombie-Britannique. Il recommande que l'ACPPU rédige une note d'information à l'intention des associations de la province pour les sensibiliser à cette question.

h) Université de Toronto

Le directeur général fait état d'un don non divulgué d'Amazon à l'université. Il discute de l'affaire avec le recteur de l'université, qui a ensuite annoncé que le don serait restitué.

Sont inclus dans le dossier de réunion : (1) U of T Law took undisclosed 'gift' from Amazon to study competition, par Martin Patriquin, The Logic, 30 août 2023; (2) University of Toronto law school returning US\$450,000 Amazon donation following criticism, par Molly Hayes, The Globe and Mail, 30 août 2023; Lettre de l'ACPPU à M. Gertler (UToronto) concernant Donation News Report to the Faculty of Law at the University of Toronto, 24 août 2023; (4) Lettre de M. Gertler (UToronto) à l'ACPPU, 1^{er} septembre 2023.

B. Services d'arbitrage

1) Mount Royal (Widdowson)

S. Godwin, co-conseillère de l'ACPPU, fait le point sur l'affaire concernant la professeure Frances Widdowson à l'Université Mount Royal. L'ACPPU agit à titre de conseiller par l'entremise de ses services d'arbitrage.

2) Bishop's (Stonebanks)

Le directeur général fait le point sur l'affaire concernant le congédiement du professeur Christopher Darius Stonebanks à l'Université Bishop's. L'ACPPU offre un soutien juridique à l'Association des professeures et professeurs de l'Université Bishop's (APBU) par l'entremise de ses services d'arbitrage.

3) Université de Toronto

L'ACPPU offre un soutien à la University of Toronto Faculty Association (UTFA) dans le cadre d'un grief de gouvernance en cours.

06. Questions relatives aux membres

A. Waterloo

Le directeur général fait le point sur l'examen organisationnel de la Faculty Association of the University of Waterloo's (FAUW).

B. Athabasca

Le directeur général fait état d'une affaire concernant la Athabasca University Faculty Association (AUFA).

Est inclus dans le dossier de réunion : AUFA members to vote on reversing exec decision, par Bob Barnettson, Labour & Employment in Alberta, 30 juin 2023.

C. St. Mary's

Le directeur général signale que l'administration de l'Université St. Mary's fait état de difficultés financières. L'ACPPU conseille le syndicat des professeurs et professeures de l'Université St. Mary's (SMUFU).

D. École de médecine du Nord de l'Ontario

Le directeur général présente un rapport sur l'état des négociations collectives à l'École de médecine du Nord de l'Ontario.

Est inclus dans le dossier de réunion : NOSMU Medical Education Faculty and Professional Staff unanimously support strike mandate, par la Northern Ontario School of Medicine Faculty and Staff Association, 16 août 2023.

E. Université du Manitoba

La présidente sortante rend compte de la décision du gouvernement du Manitoba de ne pas faire appel d'une décision de justice selon laquelle il s'était immiscé dans les négociations collectives à l'Université du Manitoba en 2016. Le tribunal a ordonné au gouvernement de verser 19 millions de dollars de dommages et intérêts à la University of Manitoba Faculty Association (UMFA).

F. Nouveaux membres associés

Une liste des nouveaux membres associés est incluse dans le dossier de réunion à titre informatif.

Est incluse dans le dossier de réunion : Liste des nouveaux membres associés de mai à août 2023.

G. Calgary

Le Comité de direction examine une demande de la University of Calgary Faculty Association (TUCFA) qui souhaite que toutes les réunions et conférences de l'ACPPU soient offertes en format hybride.

Le directeur général est invité à répondre à l'association pour clarifier que, dans la mesure du possible, les assemblées du Conseil, les forums et les réunions des comités de l'ACPPU permettent une participation virtuelle limitée. La Caisse de défense de l'ACPPU établit sa propre politique en matière de réunions.

H. Prix Lee-Lorch

(D. Newhouse s'abstient de participer à la discussion.)

B. Austin-Smith, présidente sortante, indique que le jury du Prix Lee-Lorch s'est réuni le 14 septembre pour examiner les candidatures reçues. Le jury recommandera à l'assemblée du Conseil de novembre d'attribuer le Prix Lee-Lorch à David Newhouse (Université Trent).

Est inclus dans le dossier de réunion : Mandat du Prix Lee-Lorch.

07. Rapport sur les actions politiques et les communications

A. Loi sur les arrangements avec les créanciers des compagnies

J. De Jaegher, directrice des actions politiques et des communications, mentionne que le gouvernement a tenu des consultations sur les établissements postsecondaires et la législation en matière d'insolvabilité en mai avec l'ACPPU, les associations membres et d'autres parties prenantes. L'ACPPU a préparé un mémoire en vue des consultations, dans lequel elle préconise le retrait des établissements publics d'enseignement postsecondaire de l'application de la *Loi*. Les consultations auprès des provinces devraient avoir lieu cet automne. L'ACPPU a également rencontré le Conseil des ministres de l'Éducation du Canada (CMEC) cet été pour discuter de cette question et d'autres enjeux.

Est inclus dans le dossier de réunion : Mémoire au gouvernement du Canada : Consultation sur les établissements d'enseignement postsecondaires et l'insolvabilité, juin 2023.

B. Budget fédéral 2024

J. De Jaegher rend compte du mémoire soumis dans le cadre des consultations prébudgétaires en vue du budget fédéral de 2024.

Elle souligne également le dépôt prévu de l'Énoncé économique de l'automne en novembre et le leadership de l'ACPPU dans la production du chapitre sur

l'éducation postsecondaire du Budget fédéral alternatif du Centre canadien de politiques alternatives (CCPA).

Sont inclus dans le dossier de réunion : (1) Accroître le savoir : Investir dans la recherche, la science et l'éducation postsecondaire canadiennes. Mémoire soumis dans le cadre des consultations prébudgétaires en vue du budget fédéral de 2024, août 2023; (2) Budget fédéral alternatif 2024, Centre canadien de politiques alternatives.

C. Projet de loi C-18

R. Whitaker, vice-présidente de l'ACPPU, rend compte du projet de loi C-18 et de l'impact de Meta et des représailles de Google, qui a cessé de partager les liens vers les actualités canadiennes. Elle fait part de ses inquiétudes quant à l'impact sur les médias plus petits et indépendants.

Sont inclus dans le dossier de réunion : (1) Sen. Paula Simons "unhopeful" about plan to make Google and Facebook pay for news, Canadaland, 27 mars 2023; (2) The unintended consequences of the Online News Act, par Timothy Caulfield, Canada's National Observer, 10 juillet 2023; (3) 'Disaster': warming for democracy as experts condemn Meta over Canada news ban, par Tracey Lindeman, The Guardian, 4 août 2023; (4) Why the Government's Bill C-18 Draft Regulations Do Little to Ensure More Spending on Journalists or News Content, par Michael Geist, 5 septembre 2023.

D. Visas pour étudiants étrangers

Le gouvernement fédéral a proposé de plafonner le nombre d'étudiants étrangers en raison des problèmes de logement. L'ACPPU est d'avis qu'un plafond général est un instrument inefficace et qu'une approche plus ciblée est nécessaire. J. De Jaegher attire l'attention du Comité de direction sur la politique de l'ACPPU à l'égard des étudiants étrangers et sur le mémoire qu'elle a présenté récemment dans le cadre de la Stratégie internationale en matière d'éducation.

Sont inclus dans le dossier de réunion : (1) 'Something doesn't seem right here: International students' revoked college admissions cast spotlight on Ontario's public-private partnerships, par Nicholas Keung, Immigration Reporter, The Star, 10 août 2023; (2) The Liberals broke the education visa system, but they had lots of help, par Tony Keller, The Globe and Mail, 22 août 2023; (3) Capping foreign student visas isn't as simple as it sounds, par Konrad Yakabuski, The Globe and Mail, 23 août 2023; (4) Ottawa considers capping international students, par Abiola Odotola, Brandon Sun, 24 août 2023; (5) Contribution de la FCEE à la consultation sur la stratégie internationale en matière d'éducation (SEI), 31 juillet 2023.

E. Semaine de l'emploi équitable

Cette année, la Semaine de l'emploi équitable aura lieu du 16 au 20 octobre 2023. Les associations sont encouragées à s'engager dans des activités locales, à demander des documents imprimés et à utiliser des documents personnalisables et des outils de pétition numériques.

F. Programme de formation de l'ACPPU

J. De Jaegher fait état des cours proposés à l'échelle nationale entre septembre 2023 et avril 2024, notamment sur les moyens de pression, le traitement des griefs, la négociation collective, l'organisation, l'action climatique et l'équité. Un projet de révision du programme de formation pour 2024-2025 sera présenté,

afin d'inclure des cours en personne dans des écoles régionales. Elle indique que deux revues de l'éducation étaient en cours de production : l'une sur les micro-crédits, l'autre sur l'intelligence artificielle (IA). Des ressources relatives à la liberté académique seront bientôt affichées sur le site web de l'ACPPU, dans une page dédiée, afin d'appuyer la prestation éventuelle d'une formation sur la liberté académique.

Est inclus dans le dossier de réunion : Note 2330 Formation de l'ACPPU Automne 2023 et Hiver 2024, 30 août 2023.

G. Site web

J. De Jaegher fait le point sur le développement du nouveau site web.

H. Journée sur la Colline du Parlement

La journée de lobbying des membres en personne sera de nouveau organisée dans le cadre de l'assemblée du Conseil de l'automne 2023. Les membres du Comité de direction ont été encouragés à y participer et à identifier toute demande spécifique à l'assemblée.

I. Droit d'auteur

J. De Jaegher rend compte des envois postaux sur le droit d'auteur à tous les députés, les sensibilisant ainsi aux questions du domaine public et de l'utilisation équitable. L'ACPPU continue de participer activement à la coalition *L'utilisation équitable, ça fonctionne!* et de surveiller toute tentative de réduire les protections de l'utilisation équitable dans la *Loi sur le droit d'auteur*.

Est inclus dans le dossier de réunion : Lettre type de l'ACPPU et de la CFSFCÉE aux députés au sujet de la LACC, août 2023.

J. Rapport sur les publications

1) Bulletin de l'ACPPU

J. De Jaegher présente le nouveau calendrier des publications trimestrielles et le contenu du numéro de septembre-octobre.

2) Journal de l'ACPPU

R. Whitaker, présidente du comité de rédaction, rend compte d'une édition spéciale du journal sur les bibliothécaires et les archivistes. Ce numéro sera suivi d'un appel à contributions sur le thème « *Faire de l'équité une question de justice en matière d'emploi* ». La publication d'un article distinct, déjà approuvé, est en cours de mise en page.

08. Rapport sur les relations de travail et les services juridiques

A. Négociation collective

S. Godwin fait le point sur l'état des négociations collectives dans l'ensemble du

pays. Elle indique que l'ACPPU a publié *Conventions collectives négociées récemment* en juin et en juillet, et que la prochaine édition paraîtra sous peu. Le nouveau Manuel de grève révisé devrait être publié au début de l'automne.

Sont inclus dans le dossier de réunion : (1) Conventions collectives négociées récemment (juin 2023); (2) Conventions collectives négociées récemment (juillet 2023).

B. Services juridiques

S. Godwin fait le point sur l'arbitrage de l'affaire Widdowson (Mont-Royal). Plus de 20 jours d'audience sont terminés et le reste se déroulera en octobre et en novembre. Une décision est attendue pour 2025. S. Godwin fait également le point sur l'arbitrage de l'affaire Stonebanks (Bishop's). Les dates d'audience sont réparties sur 2023 et 2024.

Sont inclus dans le dossier de réunion : (1) University of Alberta v. Association of Academic Staff; et (2) University of Alberta (grief Lowrey) (4 mai 2023), Arbitre A. Sims.; Université du Québec à Montréal c. Lamy, 2023, QCCS 629.

C. Recherche

Annie Yuan, spécialiste en visualisation de données et étudiante salariée de l'ACPPU, présente le nouveau Tableau de bord interactif de la négociation collective des associations de personnel académique de l'ACPPU. L'outil sera lancé cet automne.

09. Questions financières et administratives

A. Rapport financier : Exercice clos le 30 juin 2023

Yalla Sangaré, trésorier, présente le rapport financier trimestriel pour l'exercice clos le 30 juin 2023.

Est inclus dans le dossier de réunion : Rapports financiers de l'ACPPU au 3 juin 2023.

B. Demandes d'aide financière

1) Association des collègues et des chargés de cours du Zimbabwe

Le Comité de direction examine une demande d'aide financière reçue de l'Association des collègues et des chargés de cours du Zimbabwe en vue de soutenir l'organisation de sa conférence annuelle des délégués.

AUSTIN-SMITH/SANGARÉ : QUE l'ACPPU verse 20 000 \$ à l'Association des collègues et des chargés de cours du Zimbabwe en vue de soutenir l'organisation de sa conférence annuelle des délégués.

ADOPTÉE

2) Coalition pour la surveillance internationale des libertés civiles

Le Comité de direction examine une demande d'aide financière reçue de la Coalition pour la surveillance internationale des libertés civiles en vue de soutenir la mise en œuvre de son plan d'action de 2023-2024.

WHITAKER/CUSHON : QUE l'ACPPU verse 22 500 \$ à la Coalition pour la surveillance internationale des libertés civiles en vue de soutenir la mise en œuvre de son plan d'action de 2023-2024.

ADOPTÉE

Sont inclus dans le dossier de réunion : (1) Plan d'action de 2023-2024 de la Coalition; (2) Lettre de cotisation des membres de la Coalition, 6 juillet 2023.

C. Demandes de temps de dégagement

Le Comité de direction passe en revue les dispositions relatives au temps de dégagement.

Le Comité de direction étudie une demande du coprésident du Comité de l'équité, M. Claybourn, pour que ses crédits de temps de dégagement soient versés à raison du montant du dégagement pour les cours réguliers. M. Claybourn s'abstient de participer à la discussion.

SPRONK/SANGARÉ : QUE le Comité de direction approuve la demande de M. Claybourn pour que ses crédits de temps de dégagement soient versés à raison du montant du dégagement pour les cours réguliers.

ADOPTÉE

Le Comité de direction étudie une demande du représentant ordinaire (Francophone), P. Noël, pour que ses crédits de dégagement soient versés dans un compte de recherche qui sera administré par l'Université Saint-Boniface. P. Noël s'abstient de participer à la discussion.

JEANRIE/AUSTIN-SMITH : QUE le Comité de direction approuve la demande de P. Noël, pour que ses crédits de dégagement soient versés dans un compte de recherche qui sera administré par l'Université Saint-Boniface.

ADOPTÉE

Le Comité de direction étudie une demande du représentant ordinaire (Autochtone), D. Newhouse, pour que ses crédits de dégagement soient versés dans un compte de recherche qui sera administré par l'Université Trent. D. Newhouse s'abstient de participer à la discussion.

WHITAKER/CUSHON : QUE le Comité de direction approuve la demande de D. Newhouse, pour que ses crédits de dégagement soient versés dans un compte de recherche qui sera administré par l'Université Trent.

ADOPTÉE

Le Comité de direction étudie une demande de la représentante ordinaire (Québec), C. Jeanrie, pour que ses crédits de dégagement soient versés dans un compte de recherche qui sera administré par l'Université Laval. C. Jeanrie s'abstient de participer à la discussion.

CUSHON/CLAYBOURN : QUE le Comité de direction approuve la demande de C. Jeanrie, pour que ses crédits de dégagement soient versés dans un compte de recherche qui sera administré par l'Université Laval.

ADOPTÉE

10. Énoncés de principes

A. Examen quinquennal

- 1) Énoncé de principes sur le statut de membre du personnel académique des étudiantes et des étudiants chargés de cours

Le Comité de direction examine le projet de révision de l'énoncé de principes sur le statut de membre du personnel académique des étudiantes et des étudiants chargés de cours, qui a été révisé par le Comité du personnel académique contractuel et diffusé aux comités de l'ACPPU pour commentaires. Le Comité de direction examine les commentaires reçus et recommande plusieurs modifications.

PAPATHEODORAKOS/JEANRIE : QUE le projet de révision de l'énoncé de principes sur le statut de membre du personnel académique des étudiantes et des étudiants chargés de cours, tel qu'il a été modifié, soit renvoyé au Conseil pour examen.

ADOPTÉE

Sont inclus dans le dossier de réunion : (1) Formulaire de suivi de l'énoncé de principes; (2) Énoncé de principes sur le statut de membre du personnel académique des étudiantes et des étudiants chargés de cours.

- 2) Énoncé de principes sur le libre accès

Le Comité de direction examine l'énoncé de principes révisé sur le libre accès qui a été révisé par le Comité des bibliothécaires et des archivistes.

CUSHON/AUSTIN-SMITH : QUE l'énoncé de principes révisé sur le libre accès, tel qu'il a été modifié, soit renvoyé au Conseil pour examen.

ADOPTÉE

Sont inclus dans le dossier de réunion : (1) Formulaire de suivi de l'énoncé de principes; (2) Énoncé de principes sur le libre accès.

- 3) Énoncé de principes sur les communications savantes

Le Comité de direction examine le projet d'énoncé de principes révisé sur les communications savantes, qui a été révisé par le Comité des bibliothécaires et des archivistes.

NOËL/SANGARÉ : QUE l'énoncé de principes révisé sur les communications savantes, tel qu'il a été modifié, soit renvoyé au Conseil pour examen.

ADOPTÉE

Sont inclus dans le dossier de réunion : (1) Formulaire de suivi de l'énoncé de principes; (2) Énoncé de principes sur les communications savantes.

- 4) Énoncé de principes sur le statut académique des bibliothécaires et leur participation à la gouvernance

Le Comité de direction examine le projet d'énoncé de principes révisé sur le statut académique des bibliothécaires et leur participation à la gouvernance, qui a été révisé par le Comité des bibliothécaires et des archivistes et renvoyé

au Comité de direction pour examen.

CUSHON/NOËL : QUE l'énoncé de principes révisé sur le statut académique des bibliothécaires et leur participation à la gouvernance, tel qu'il a été modifié, soit renvoyé au Conseil pour examen.

Sont inclus dans le dossier de réunion : (1) Formulaire de suivi de l'énoncé de principes; (2) Énoncé de principes sur le statut académique des bibliothécaires et leur participation à la gouvernance.

- 5) Lignes directrices de l'ACPPU pour la nomination et l'évaluation des bibliothécaires universitaires et autres administrateurs de bibliothèque exclus de l'unité de négociation

Le Comité de direction examine le projet de lignes directrices révisées pour la nomination et l'évaluation des bibliothécaires universitaires et autres administrateurs de bibliothèque exclus de l'unité de négociation, qui ont été révisées par le Comité des bibliothécaires et des archivistes. Le Comité de direction approuve les révisions rédactionnelles des lignes directrices et programme la prochaine révision des lignes directrices dans cinq ans.

Sont inclus dans le dossier de réunion : (1) Formulaire de suivi de l'énoncé de principes; (2) Note du Comité des B et A au Comité de direction au sujet des Lignes directrices pour la nomination et l'évaluation des bibliothécaires universitaires et autres administrateurs de bibliothèque exclus de l'unité de négociation; (3) Lignes directrices pour la nomination et l'évaluation des bibliothécaires universitaires et autres administrateurs de bibliothèque exclus de l'unité de négociation.

B. Nouveaux énoncés et énoncés révisés

- 1) Politique sur le temps de dégagement

Le Comité de direction examine la politique sur le temps de dégagement. Le directeur général convient de présenter un projet de révision de la politique lors de la prochaine réunion du Comité de direction.

Sont inclus dans le dossier de réunion : (1) Formulaire de suivi de l'énoncé de principes; (2) Politique sur le temps de dégagement.

11. Rapport des comités et des groupes de travail

A. Rapports des comités permanents

- 1) Liberté académique et permanence de l'emploi

M. Arfken, président du Comité de la liberté académique et de la permanence de l'emploi, rend compte de la réunion du comité du mois d'août. Le comité discute de plusieurs questions, notamment les restrictions en matière de recherche et l'influence étrangère, l'intelligence artificielle (IA) et les technologies de l'éducation, la Floride et les politiques d'équité, de diversité et d'inclusion (EDI). Le comité discute également de l'état d'avancement de l'atelier sur la liberté académique et examine plusieurs cas de liberté académique qui ont été discutés au cours de cette réunion.

- 2) Négociation collective et organisation

L. Savage, président du Comité de la négociation collective et de l'organisation, rend compte de la réunion du comité du mois d'août. Le comité accueille deux nouveaux membres. Les membres du comité échangent des informations sur les négociations dans l'ensemble du pays et travaillent à l'élaboration d'un ordre du jour provisoire pour le Forum sur les négociations collectives. Le comité a également tenu deux réunions conjointes, l'une avec le Comité de la liberté académique et de la permanence de l'emploi, l'autre avec le Comité de l'équité. Il fait remarquer que ces séances sont une excellente occasion d'obtenir des perspectives intéressantes et un retour d'information sur des questions communes. Le manuel de grève actualisé est en phase finale de mise en page et sera publié dans les semaines à venir.

3) Personnel académique contractuel

N. Papatheodorakos, président du Comité du personnel académique contractuel, indique que le comité tiendra sa prochaine réunion ordinaire le 19 octobre, en conjonction avec la Conférence du personnel académique contractuel qui aura lieu les 20 et 21 octobre 2023.

4) Équité

S. Spronk, coprésidente du Comité de l'équité, rend compte de la réunion du comité du mois d'août. Le comité accueille deux nouveaux membres. Il a tenu une réunion conjointe avec le Comité de la négociation collective et de l'organisation. Ce fut une excellente occasion d'échanger sur la collecte de données et l'EDI, la formation pour les comités d'équité sur le campus, et un aperçu des gains dans la négociation. Le comité a également discuté des problèmes de sécurité et de l'attaque à l'Université de Waterloo. S. Spronk souligne que les travaux de développement du matériel de la *Trousse de l'équité* en ligne se poursuivent. Le comité examine également les candidatures pour le prix Sarah-Shorten et soumettra une recommandation au Conseil.

a) Mandat du Prix de l'équité

Le Comité de direction approuve les modifications rédactionnelles de la version française du mandat du Prix de l'équité.

Sont inclus dans le dossier de réunion : (1) Note au Comité de direction concernant le mandat du Prix de l'équité; (2) Version française du mandat du Prix de l'équité.

b) Mandat du Prix Sarah-Shorten

Le Comité de direction examine le mandat révisé du Prix Sarah-Shorten.

SPRONK/SANGARE : QUE le mandat révisé du Prix Sarah-Shorten, tel qu'il est modifié, soit renvoyé au Conseil pour examen.

Sont inclus dans le dossier de réunion : (1) Note au Comité de direction concernant le mandat du Prix Sarah-Shorten; (2) Mandat du Prix Sarah-Shorten.

5) Bibliothécaires et archivistes

K. Cushon, présidente du Comité des bibliothécaires et des archivistes, rend compte de la réunion du comité du mois d'août. Le comité accueille deux nouveaux membres. Il examine plusieurs énoncés de principes qui ont été abordées lors de cette réunion. Il examine également les candidatures pour le Prix des bibliothécaires et des archivistes pour services émérites et soumettra une recommandation au Conseil.

B. Comités relevant du Comité de direction

1) Francophones

a) Ordre du jour et budget de la Conférence des francophones

P. Noël, représentant ordinaire (Francophone), signale que le Comité des francophones planifie actuellement l'ordre du jour de la Conférence des francophones prévue pour février 2024. Il donne un aperçu du programme provisoire.

WHITAKER/CHAU : QUE le Comité de direction approuve le projet d'ordre du jour de la Conférence des francophones prévue pour février 2024.

ADOPTÉE

JEANRIE/CUSHON : QUE le Comité de direction approuve le projet de budget de la Conférence des francophones prévue pour février 2024.

ADOPTÉE

Sont inclus dans le dossier de réunion : Ordre du jour et budget de la Conférence des francophones.

b) Composition du comité

NOËL/JEANRIE : QUE le Comité de direction reconduise Kamel Khiari et Nathalie Pender au Comité des francophones pour un mandat de 3 ans (2023-2026).

ADOPTÉE

2) Gouvernance

R. Whitaker, coprésidente du Comité de la gouvernance, indique que les travaux du comité se sont concentrés sur la production de contenu pour la bibliothèque de gouvernance.

D. Rapports des groupes de travail

1) Groupe de travail sur l'éducation postsecondaire des Autochtones

David Newhouse, représentant ordinaire (Autochtone), rend compte des travaux du Groupe de travail sur l'éducation postsecondaire des Autochtones. Il donne un aperçu d'un projet de document de discussion qui présente les principes à prendre en compte pour l'élaboration d'un processus de corroboration de l'identification autochtone.

Sont inclus dans le dossier de réunion : (1) Indigenous Identities Hill,

Newhouse 2023; (2) Indigenous Identity Verification principles, 5 septembre 2023; (3) Indigenous Identity Verification principles, 14 septembre 2023.

12. Affaires internationales

A. Internationale de l'Éducation

Le directeur général signale que le trésorier et lui-même ont assisté au congrès virtuel spécial de l'Internationale de l'Éducation (IE) du 11 au 13 juillet 2023. Le congrès ordinaire en personne se tiendra l'année prochaine en Argentine. La conférence sur l'enseignement supérieur et la recherche est prévue du 24 au 26 octobre à Mexico.

13. Réunions, conférences et coalitions

A. Participation à des réunions

2) Réunions des comités (19 et 20 août)

Ce point est traité précédemment sous le point 11-A. *Rapports des comités permanents.*

B. Réunions et conférences prochaines

Ces réunions et activités sont indiquées à titre informatif seulement.

- 1) AGA de la Caisse de défense de l'ACPPU (14 octobre, Montréal)
- 2) Comité du personnel académique contractuel de l'ACPPU (19 octobre, Ottawa)
- 3) Conférence du Comité du personnel académique contractuel de l'ACPPU (20 et 21 octobre, Ottawa)
- 4) Conférence régionale de l'Ouest (26 au 28 octobre, Lethbridge)
- 5) Réunion du Comité de direction de l'ACPPU (21 et 22 novembre, Ottawa)
- 6) Journée sur la Colline du Parlement (23 novembre, Ottawa)
- 7) Assemblée du Conseil de l'ACPPU (24 et 25 novembre, Ottawa)

14. Organismes associés et connexes

A. Fondation Harry-Crowe

Le président signale que les administrateurs de la Fondation Harry-Crowe se sont réunis précédemment et ont désigné le directeur général comme secrétaire.

B. Syndicat national de l'ACPPU (SNACPPU)

R. Whitaker, présidente du SNACPPU, présente un rapport sur les activités du Syndicat national de l'ACPPU (SNACPPU). Elle signale que J. De Jaegher a assisté à la retraite du caucus du NPD au nom du SNACPPU le 7 septembre 2023. Elle assistera à une réunion du Congrès du travail du Canada (CTC) sur la lutte contre le maraudage le 18 septembre, et à sa première réunion du Conseil canadien du CTC les 1^{er} et 2 novembre. Elle signale que deux associations membres de l'ACPPU envisagent actuellement de s'affilier au SNACPPU.

C. Caisse de défense de l'ACPPU

Le directeur général indique que la Caisse de défense de l'ACPPU tiendra sa

première assemblée annuelle le 14 octobre 2023.

D. Fiducie commémorative J.H.-Stewart-Reid

La présidente sortante, B. Austin-Smith, indique que les administrateurs de la bourse commémorative J.H.-Stewart-Reid se sont réunis le 3 août pour examiner les candidatures. Le jury a sélectionné Véronique Labonté, doctorante à l'École supérieure d'études internationales de l'Université Laval.

Est incluse dans le dossier de réunion : Biographie de la boursière de la Fiducie commémorative J.H.-Stewart-Reid.

E. Fondation de l'ACPPU pour les réfugiés

Le directeur général indique que la Fondation de l'ACPPU pour les réfugiés aide une famille afghane à se réinstaller au Canada.

F. Fonds de défense des libertés civiles de l'ACPPU

Il n'y a rien de nouveau à signaler.

15. Coalitions et partenariats

A. Coalition pour la surveillance internationale des libertés civiles

J. De Jaegher, directrice des actions politiques et des communications, rend compte des activités de la Coalition pour la surveillance internationale des libertés civiles.

B. Consortium canadien pour la recherche

J. De Jaegher rend compte des activités du Consortium canadien pour la recherche.

C. Réseau pour l'éducation publique

Il n'y a rien de nouveau à signaler.

16. Éléments d'information

Le directeur général attire l'attention sur des articles de presse inclus à titre d'information dans le dossier de réunion :

It's time to abolish the university, par Terry Eagleton, Unherd, 16 août 2023.

American confidence in Higher Ed. hits historic low, par Jessica Blake, Inside Higher Ed, 11 juillet 2023.

17. Questions diverses

Aucune autre question n'est à l'étude.

18 Questions relatives aux effectifs

A. Rapport du comité du personnel

B. Austin-Smith, présidente du comité du personnel, fait rapport sur une réunion

du comité du personnel qui s'est tenue le vendredi 15 septembre.

B. Affaires concernant la direction **(huis clos)**

CUSHON/CHAU : QUE la séance se poursuive à huis clos.

ADOPTÉE

JEANRIE/WHITAKER : QUE la séance reprenne son cours normal.

ADOPTÉE

19. Levée de séance

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 15 h 55.